

un tel engin et qu'il y a un certain prestige, que je qualifie de factice, attaché à toute explosion d'engin nucléaire. J'espère que les relations internationales ne seront pas fondées sur la méthode qui consiste à vouloir traiter le quart de l'humanité comme un paria jusqu'à ce qu'il soit capable de nous prouver qu'il peut à son tour, nous menacer de destruction. Il me semble fort regrettable que le Canada n'ait pas eu la sagesse, jusqu'ici, de montrer la voie à certains de ses alliés et voisins.

Je me demande, monsieur le président, quelle crainte pousse le gouvernement à hésiter ainsi sur cette question. Craint-il les Canadiens? D'après tous les sondages que j'ai vus, l'opinion publique canadienne appuie toujours plus cette idée. Lorsque le parti auquel je suis fier d'appartenir, favorisait, il y a bon nombre d'années, la reconnaissance de la République populaire de Chine, nous avons été dénoncés parfois par des gens qui ne comprenaient pas nos raisons d'agir. Or, cette conception s'est généralisée. On en comprend toujours mieux la sagesse, et n'avons donc pas raison de craindre l'opinion publique.

Avons-nous peur des États-Unis d'Amérique? Je sais qu'on est très sensible sur ce point aux États-Unis. Lorsqu'une campagne électorale y bat son plein, le moment est mal choisi pour exposer nos vues clairement et sans équivoque à ce sujet. Mais le Canada donnerait une preuve d'amitié aux États-Unis en leur faisant bien comprendre qu'essayer d'exclure la République populaire de Chine des Nations Unies, c'est compromettre gravement les intérêts des États-Unis et qu'une telle politique témoigne d'une incompréhension totale de la conjoncture internationale.

Les Chinois parlent des citoyens ou du gouvernement des États-Unis comme n'étant pas humains—et vice versa. C'est là une erreur, bien entendu. Les habitants de la Chine ont connu une révolution et, comme ceux qui ont passé par là, ils s'expriment parfois avec violence et restent sur la défensive, par crainte d'une contre-révolution. Néanmoins, l'attitude du monde occidental a poussé à l'extrême l'hostilité des habitants de la République populaire de Chine, hostilité qui, je le signale au comité, est dans leur cas tout à fait naturelle.

Somme toute, si nous étions citoyens d'un pays ayant été humilié pendant des siècles par l'aggression et l'impérialisme occidental, nous serions sans doute nous aussi des gens susceptibles et peu commodes. Pourtant, nous devons mettre un terme à cette époque d'isolement si nous voulons que la paix règne dans les univers.

[M. Brewin.]

L'explosion de cette bombe le fait ressortir une fois de plus: si nous voulons voir survivre la race humaine nous devons nous libérer de l'état d'esprit qui nous empêche de reconnaître un gouvernement représentant un quart de la race humaine et nous fait exclure ces gens de la catégorie des êtres humains parce que nous n'aimons pas leur gouvernement. Bien entendu, leur gouvernement ne nous plaît pas. Pourtant, tout au cours de l'histoire, il est arrivé que de grandes nations aient eu des gouvernements agressifs, mais cet élan révolutionnaire finit par s'apaiser. Pour dire vrai, nous devrions avoir pour règle d'atténuer les conséquences de l'esprit révolutionnaire, plutôt que de maintenir l'isolement.

M. Fred Nossal, qui a quelque expérience personnelle de la Chine, a écrit un excellent article dans le supplément du *Globe and Mail* du 7 novembre, où il disait ce qui suit:

Mais maintenir les Chinois...

Il parle des citoyens de la République populaire de Chine.

...en marge des discussions globales, les traiter en véritables lépreux internationaux, les inciterait encore davantage à s'isoler.

C'est là une déclaration fort sage.

J'espère que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourra nous dire, peut-être au cours de ce débat, que nous en avons enfin fini des tergiversations, que le Canada ne se considère pas comme un satellite ne pouvant agir à sa guise; qu'il a bien l'intention d'exprimer sa pensée et qu'à son avis, la Chine, grand pays, bien qu'il ait à sa tête un gouvernement que nous n'approuvons pas, doit être accepté dans la société des nations sans plus de retard.

Monsieur le président, l'honorable député d'Oxford a mentionné une autre chose qui se rattache à ce que j'ai déjà dit au sujet de nos relations avec la République populaire de Chine. Il a dit que certains étudiants de l'Université Queens, lui avaient signalé une résolution qu'ils avaient adoptée au sujet de la situation au Vietnam. Je ne doute pas qu'ils l'aient également signalée au ministre. Dans cette résolution, ils évoquent certains tableaux de tortures pratiquées au Vietnam, nous rappelant de façon frappante la souffrance et l'enfer dans lesquels ce pays a été plongé par la continuation de la guerre. Dans leur résolution, ils ont demandé au Canada d'inviter la Commission des droits de l'homme